

**MINISTERE
DE
L'ENVIRONNEMENT**

Luxembourg, le **18 AOÛT 1998**

Autorisation N° : 3/98/0226

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu les récépissés N° D 22/81 et N° D 82/85, relatifs à des déclarations d'établissements de la classe 3, délivrées le 15 septembre 1981, respectivement le 23 août 1985 par l'Inspection du Travail et des Mines, autorisant M. Joseph Engel, 10, rue des Jardins, L-7782 Bissen, à exploiter un silo taupinière, respectivement un silo horizontal à fourrages verts, sur un fonds sis sur le territoire de la Commune de Bissen, section B, au lieu dit "im Brill";

Vu la déclaration N° 1/91/0502 du 20 décembre 1990, présentée par M. Joseph Engel, 10, rue des Jardins, L-7782 Bissen, en vertu de l'article 28 relatif aux dispositions transitoires de la loi du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, en vue de pouvoir continuer l'exploitation, sur un fonds sis à Bissen et inscrit au cadastre de la Commune de Bissen, sous les Nos 1415/1183, 1415/1592, 1415/1593 et 1468/1897, des éléments suivants;

- une étable de 110 animaux;
- une étable de 15 animaux;
- une citerne à purin et lisier d'une capacité de 100 m³;
- une aire de fumier d'une capacité de 200 m³;

Vu la demande du 9 avril 1998, présentée par M. Jos. Engel, 10, rue des Jardins, L-7782 Bissen, aux fins d'obtenir l'autorisation de pouvoir installer et exploiter un silo horizontal à fourrages verts sur un fonds sis à Bissen et inscrit au cadastre de la commune de Bissen, section A des Forges, sous le N°1468/2644;

Vu les informations supplémentaires du 14 juillet 1998, présentées par M. Jos. Engel, 10, rue des Jardins, L-7782 Bissen, aux fins d'obtenir l'autorisation d'exploiter une étable existante de 15 animaux sur un fonds sis à Bissen et inscrit au cadastre de la commune de Bissen, section A, sous le No 1415/1592;

Vu la loi modifiée du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu le règlement grand-ducal du 18 mai 1990 tel que modifié par règlement grand-ducal du 9 novembre 1993 déterminant la liste et le classement des établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu le règlement grand-ducal du 8 juillet 1981 fixant les prescriptions générales pour l'établissement des silos à fourrages verts;

Vu le plan de situation et celui des lieux;

Que partant il y a lieu d'accorder l'autorisation sollicitée,

ARRÊTE:

Article 1er: L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation suivantes:

I) Eléments autorisés:

1) Sont autorisés les éléments suivants:

Désignation de l'activité Volume/Capacité de l'équipement/l'installation	Numéro de nomenclature	classe
- une étable de 15 animaux; - un silo horizontal à fourrages verts;	353	A/C 3

A/C = installations annexes et connexes

II) Modalités d'application:

1) L'(les) installation(s) doi(ven)t être aménagée(s) et exploitée(s) conformément à la demande du 9 avril 1998, aux informations supplémentaires du 14 juillet 1998 et aux plans et indications techniques contenus dans le dossier de la demande, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions de la présente autorisation.

2) L'exploitant doit se conformer aux conditions et restrictions qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de la salubrité et de la commodité, par rapport au public, au voisinage, ainsi qu'à l'environnement humain et naturel.

3) L'établissement doit être mis en exploitation dans un délai de 24 mois.

4) Le présent arrêté ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises en vertu d'autres textes législatifs applicables en la matière.

5) Nonobstant des capacités réelles des étables, le cheptel doit être constitué en nombre et espèces de façon à garantir le respect des dispositions du chapitre "concernant l'épandage des fertilisants organiques" de la présente.

6) Une nouvelle autorisation est requise pour tout transfert, toute extension ou toute transformation de l'établissement.

7) La visite de l'établissement par les agents de l'autorité compétente doit être concédée en tout temps par l'exploitant.

8) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie de la présente autorisation d'exploitation doit être mise à la disposition des autorités de contrôle compétentes.

9) Toute cessation d'activité, même partielle, doit être déclarée aux autorités compétentes.

10) L'(les) installation(s) sera (seront) construite(s) et entretenue(s) selon les règles de l'art et en respect avec les normes de sécurité en vigueur.

11) L'exploitant est tenu de maintenir l'installation et ses alentours dans un état adéquat de propreté.

12) Les constructions devront s'intégrer aussi bien que possible dans l'environnement existant. Le cas échéant, l'intégration dans le paysage de l'établissement doit se faire conformément aux exigences de l'Administration des Eaux et Forêts.

13) Les émissions sonores doivent respecter les niveaux fixés dans l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

Les mesures acoustiques sont à effectuer selon le règlement grand-ducal du 13 février 1979 précité.

14) Il est interdit de laisser tourner sans nécessité technique le moteur d'un véhicule immobilisé pendant un temps prolongé, même pour le faire chauffer ou pour faire chauffer l'habitacle du véhicule.

15) D'une façon générale, tous les réservoirs aériens à simple paroi, servant à stocker des hydrocarbures (mazout, essences, huiles, etc.), installés à l'intérieur ou à l'extérieur d'un immeuble, doivent être placés dans une cuve étanche aux produits contenus dans le réservoir et à l'eau. Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure à la capacité du plus grand réservoir augmenté de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve. Dans le cas d'un seul réservoir, la cuve aura une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

16) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

III) Conditions concernant l'étable

1) Il est interdit de laisser s'écouler des déjections liquides directement ou indirectement dans la canalisation locale ou dans un cours d'eau.

2) Tous les sols de l'étable (couloirs de circulation, aires de repos des animaux, etc.), toutes les installations d'évacuation (caniveaux à purin, canalisations, etc.) ou de stockage seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

3) La gestion de l'étable est à réaliser de sorte à éviter autant que possible l'incommodation des voisins par le bruit des machines ou des animaux, ces derniers devant être alimentés à volonté ou à des heures régulières. L'équipement utilisé doit être choisi et exploité de la sorte que les conditions relatives à la lutte contre le bruit soient respectées.

4) L'étable sera munie d'un système d'aération évacuant l'air vicié si possible verticalement par des cheminées ou autres orifices placés dans la toiture. Les ventilateurs éventuels débitant horizontalement ne pourront être installés à moins de 20 m des locaux habités ou occupés par des tiers et des établissements recevant du public.

D'une façon générale, l'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins ni constituer un risque pour leur santé.

5) Les fourrages et autres produits utilisés pour l'alimentation des bêtes ne doivent pas dégager d'odeurs pouvant incommoder sérieusement le voisinage.

concernant le stockage du fumier :

6) Le cas échéant le fumier de l'étable doit être stocké, soit dans l'étable, soit sur une dalle en béton aménagée en cuve telle à ce que toutes les eaux de suintement puissent être collectées en un point bas à raccorder à une fosse étanche sans trop-plein; la capacité de cette fosse doit être suffisante pour permettre une durée de stockage d'au moins 3 mois, en tenant compte d'un espace libre d'au moins 20 cm au-dessus du niveau de remplissage; les eaux pluviales externes à l'aire de stockage du fumier ne doivent pas être recueillies dans la fosse étanche. Toutefois une capacité totale de stockage d'au moins 5 mois pour le purin ou le lisier doit être assurée dans l'exploitation agricole.

7) Le stockage de fumier est interdit à moins de 20 m des locaux habités ou occupés par des tiers et des établissements recevant du public et de 5 m du terrain voisin sauf accord entre les parties concernées. Le fumier devra être enlevé périodiquement et au moins deux fois par an.

concernant le stockage et la manipulation du lisier respectivement du purin :

8) Le cas échéant le lisier/purin de l'étable doit être recueilli dans une citerne étanche sans trop-plein et d'une capacité suffisante pour permettre une durée de stockage d'au moins 5

mois, en tenant compte d'un espace libre d'au moins 20 cm au-dessus du niveau de remplissage.

9) Le transport des déjections liquides doit se faire en containers étanches.

10) L'épandage des déjections liquides est interdit les dimanches et les jours de grande chaleur.

11) Il conviendra d'enfouir dans les meilleurs délais le lisier/purin épandu sur les terres labourées.

concernant l'épandage de fertilisants organiques (fumier, lisier et purin) en général:

12) Les matières fécales, les purins, les lisiers et le fumier ne peuvent être épandues que sur des sols servant aux cultures agricoles, forestières et jardinières et dans la mesure seulement où ils n'excèdent pas les besoins de la fumure usuelle. Dans la mesure où elles ne servent pas à ces fins, ces substances sont à considérer comme déchets au sens de la loi du 17 juin 1994 concernant la gestion des déchets.

13) L'épandage de fertilisants organiques est interdit:

- sur des jachères noires, pluriannuelles et spontanées;
- sur les sols détrempés, inondés, enneigés plus de 24 heures ainsi que sur les sols gelés si des ruissellements superficiels sont à craindre;
- lors du retournement de pâturages et de prairies permanentes ou temporaires ou de cultures pures de légumineuses.

14) L'épandage de fertilisants organiques est interdit sur des terrains situés:

- à moins de 10 mètres des rives d'un cours d'eau et des plans d'eau,
- à moins de 50 mètres des puits et réservoirs d'eau potable.

15) La quantité de fertilisants organiques épandus par an et par ha ne doit pas représenter plus de 170 kg d'azote.

16) Si l'exploitant n'a pas à sa disposition suffisamment de terrains où l'épandage est permis, il devra s'assurer la disponibilité de champs appartenant à d'autres exploitants, à condition que ces champs se prêtent à l'épandage.

17) La quantité totale de fertilisants organiques épandue (lisier, purin, fumier, boues d'épuration) pendant la période du 1er septembre au 1er mars ne doit pas représenter plus de 80 kg d'azote par hectare.

18) Il est interdit de pratiquer l'épandage de lisier ou de purin pendant la période du 15 octobre au 1er mars sur les sols non-couverts.

19) Il est interdit de pratiquer l'épandage de lisier ou de purin pendant la période du 15 octobre au 15 février sur les sols couverts à l'exception des prairies et pâturages.

concernant l'épandage de fertilisants organiques dans les zones de protection des eaux potables:

Dans les zones de protection des eaux créées au titre de la loi du 29 juillet 1993 relative à la protection et à la gestion de l'eau s'appliquent en outre les interdictions et restrictions suivantes:

20) Dans les zones de protection des eaux immédiate, l'épandage de fertilisants organiques et d'engrais chimiques est interdit.

21) Dans les zones de protection des eaux rapprochée et éloignée, la quantité d'azote totale en provenance de fertilisants organiques ne doit pas dépasser 130 kg par an et par hectare.

Il est interdit de pratiquer l'épandage:

- de fumier pendant la période du 1er août au 1er février; sur les sols couverts, cette interdiction s'applique du 1er octobre au 1er février;
- de tout autre fertilisant organique pendant la période du 1er août au 1er mars; sur les sols couverts, cette interdiction s'applique du 1er octobre au 1er mars.

22) La quantité totale de fertilisants organiques épandue (lisier, purin, fumier, boues d'épuration) pendant la période du 1er août au 1er octobre ne doit pas représenter plus de 80 kg d'azote par hectare.

23) Les cultures dérobées ayant reçu un épandage de fertilisants organiques pendant la période du 1er août au 1er octobre ne peuvent être labourées avant le 1er décembre de l'année en cours.

IV) Conditions concernant le(s) silo(s) à fourrages verts:

1) D'une manière générale, le silo à fourrages verts sera établi de manière à empêcher l'incommodation du voisinage par les mauvaises odeurs ainsi que la pollution de l'environnement.

2) Il est interdit de laisser s'écouler le jus d'ensilage directement ou indirectement dans un cours d'eau ou dans la canalisation publique.

3) L'installation de silos à fourrages verts est interdite à moins de 20 mètres des locaux habités ou occupés par des tiers et des établissements recevant du public et à moins de 5 mètres du terrain voisin sauf accord écrit entre les parties concernées.

4) Le sol et les parois intérieures du silo seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

5) La construction du silo se fera de manière à ce que le jus d'ensilage éventuellement produit puisse être collecté. Ce liquide est à déverser de préférence dans la citerne à purin ou à lisier. Dans le cas où cela n'est pas possible, le jus d'ensilage devra être recueilli dans un

réservoir spécial dont la capacité sera de l'ordre de 10 litres par m³ de la capacité de silo. Ce réservoir, muni d'un couvercle, doit être parfaitement étanche et dépourvu de trop-plein; il doit être vidé en temps utile et ne devra en aucun cas déborder. Le jus d'ensilage pourra être épandu sur les champs.

6) L'épandage est interdit à proximité des habitations et sur les terrains situés dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée des sources et des captages d'eau et à moins de 10 mètres des cours d'eau et à moins de 50 mètres des puits et des réservoirs d'eau potable.

7) Afin de garantir la réalisation d'un ensilage de qualité, le silo devra être bien tassé et hermétiquement clos. Lorsqu'un silo est réalisé dans des conditions défavorables, notamment lorsque le fourrage ensilé renferme moins de 20 % de matière sèche, l'emploi de produits conservants est fortement indiqué.

8) Après chaque enlèvement de fourrages, le silo renfermant un ensilage mal réussi est à renfermer soigneusement.

9) En cas de putréfaction éventuelle les fourrages sont enlevés et transportés sur une décharge autorisée à cet effet, ou vers un endroit approprié situé en dehors des agglomérations où l'enfouissement est obligatoire en cas d'incommodation possible du voisinage.

10) L'exploitant est tenu à maintenir les installations et ses alentours dans un état adéquat de propreté notamment en ce qui concerne les matériaux de couverture. Ces matériaux seront à recycler dans la mesure du possible ou à éliminer conformément à la législation relative à l'élimination des déchets.

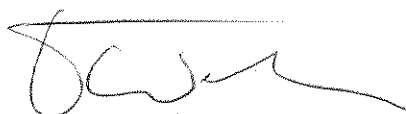
11) Il est à observer le règlement grand-ducal du 20 septembre 1994 concernant l'utilisation de fertilisants organiques dans l'agriculture.

Article 2: Le présent arrêté est transmis à l'Inspection du Travail et des Mines aux fins de notification au demandeur conformément aux prescriptions de la loi modifiée du 9 mai 1990.

Article 3: Un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif par un avocat de la liste I. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision.

Pour le Ministre de l'Environnement,
par subdélégation

Le directeur adjoint à l'Administration de l'Environnement

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Théo WEBER', written over a horizontal line.

Théo WEBER